

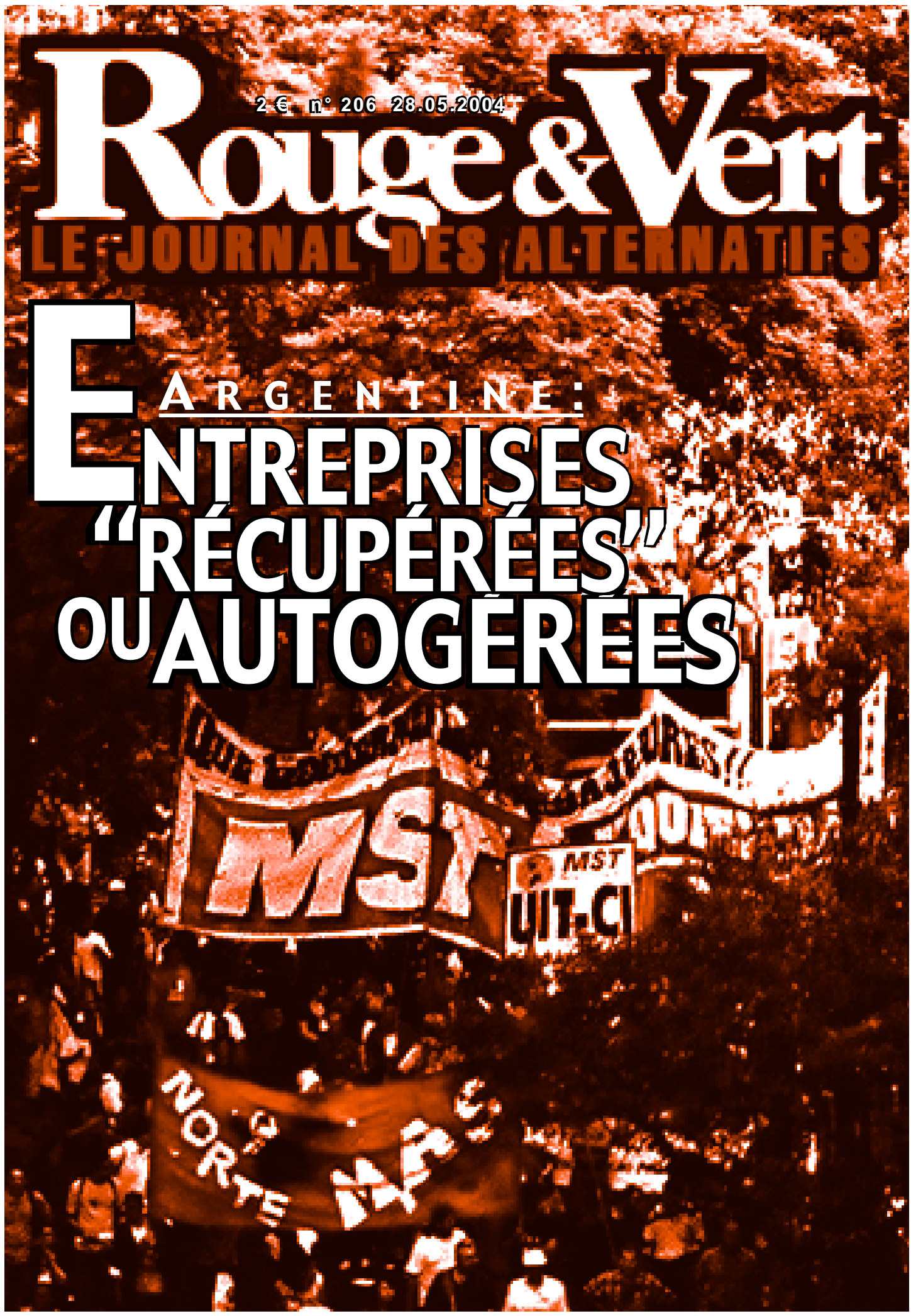
2 € n° 206 28.05.2004

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIVES

E

ARGENTINE: ENTREPRISES "RÉCUPÉRÉES" OU AUTOGÉRÉES



Hu-Moore à Cannes

A l'heure du triomphe de Michael Moore pour son documentaire *Fahrenheit 9/11* qui a remporté la palme d'or du festival de Cannes 2004, retour sur son dernier livre et sur l'humour ravageur du personnage.

Premier documentaire récompensé par une palme d'or à Cannes, ce film dénonce la politique de M. Bush avant et après les attentats du 11 septembre 2001. Il décrit les liens unissant la famille Bush et ses proches à de grandes familles saoudiennes, dont la famille d'Oussama ben Laden, le chef d'Al-Qaïda.

Le film met en avant le rôle joué par l'administration américaine dans l'évacuation de membres de la famille Ben Laden après les attentats du 11 septembre 2001 revendiqués par Al-Qaïda, qui ont fait près de 3.000 morts aux Etats-Unis.

Feed-back sur sa dernière publication qui en dit long sur les états d'âme des Etats désunis. Coup de poing rageur d'un réalisateur militant qui n'a pas abdiqué...

PROGRESSISTES ??? lisez donc Tous aux Abris de Michael Moore

Extraits : Et si l'Amérique était de gauche ?

" Un pays de libres penseurs, super émané et vraiment très progressiste. Ses habitants détestent l'idée même de faire la guerre. La majorité des citoyens adultes de sexe masculin n'y ont jamais servi sous les drapeaux et personne ne s'y bouscule à la porte des centres de recrutement. Ils abhorrent les armes à feu et sont prêts à soutenir toute initiative visant à restreindre leur usage.

Les habitants de ce pays sont également fervents partisans des syndicats et des droits des travailleurs. Ils éprouvent une grande méfiance à l'égard des grandes entreprises capitalistes et leur attribuent les plus noirs desseins.

Dans leur majorité, ils approuvent fortement l'égalité entre les sexes et s'opposent à toute tentative de contrôler les organes reproductifs des femmes, qu'elles soient le fait de l'Etat ou de groupes de pression religieux. Ils sont aussi de plus en plus nombreux à estimer que les gays et lesbiennes devraient jouir des mêmes droits que leurs concitoyens hétérosexuels et ne devraient subir aucune discrimination. Dans ce pays tout le monde est favorable à des mesures radicales de protection de l'environnement et beaucoup font preuve de responsabilité écologique et luttent personnellement contre la contamination et le gaspillage dans leur vie quotidienne. Ce pays est tellement à gauche que 80% de ses habitants y sont favorables à une couverture universelle des besoins de santé et à la promotion de la diversité raciale sur les campus. Il a des mœurs tellement libérales que seul un quart de la population est favorable à des peines de prison pour les consommateurs de drogue-peut-être parce que 41% des personnes interrogées admettent avoir consommé une substance illéga-

le... La vérité vraie c'est que les Américains sont plus progressistes que jamais tant en matière de mœurs qu'en matière d'orientations politiques et sociales. Il est effectivement difficile de se représenter les Etats-Unis autrement que comme un pays dominé par une majorité conservatrice, dont les priorités morales semblent définies par les chrétiens fondamentalistes et dont la population est profondément marquée par l'héritage des ancêtres puritains. Après tout il n'y a qu'à voir l'énergumène qui occupe la Maison-Blanche et la popularité dont il bénéficie...

Mais les conservateurs ne représentent pas la volonté populaire. Cette situation absurde doit changer. Montrez vous à la hauteur de votre victoire idéologique..."



ABONNEMENT A ROUGE & VERT
POUR VOUS (RE)ABONNER À ROUGE & VERT, LE JOURNAL DES ALTERNATIFS, ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

JE M'ABONNE A LA PRESSE DES ALTERNATIFS EN 2004
CHEQUE DE 40 EUROS (un an) A L'ORDRE DE ROUGE ET VERT

MERCI DE FAIRE PARVENIR CE BULLETIN A L'ADRESSE SUIVANTE :
LES ALTERNATIFS 40, RUE DE MALTE 75011 PARIS

Au fait qui donc a entendu la déclaration de la réalisatrice israélienne Keren Yedaya, lors de la remise de la caméra d'or ? Discours émouvant de sincérité dans lequel elle a condamné l'occupation et la politique du gouvernement israélien en demandant notre aide pour soutenir les Palestiniens et les Israéliens qui luttent pour la liberté. Free Michael ?

Gwel@n

Tous aux abris de Michael Moore
 La découverte 2004, 20€

Riposte sociale pour une alternative

Chaque à leur manière Sarkozy pour EDF et Douste Blazy pour la Sécurité Sociale tentent de masquer les enjeux essentiels de la politique gouvernementale. Sonné par les résultats des élections régionales le gouvernement fait en apparence profil bas, mais sans renoncer à la casse de l'Etat Social. Sa méthode: désamorcer les colères par des effets d'annonce (chômeurs, ASS, intermittents) qui attendent concrétisation.

Cependant, les orientations fondamentales du Gouvernement restent inchangées et la casse des services publics suit son chemin. De même la "réforme" de la Sécurité sociale est la priorité du premier semestre 2004. Dans ces conditions, une nouvelle défaite, nécessaire, aux Européennes ne suffira pas à le faire reculer. La vraie garantie c'est une mobilisation sociale de grande ampleur.

Les électriciens et gaziers refusant de capituler, Sarkozy entreprend de les endormir sur des thèmes ne touchant pas à l'ouverture du capital, comme l'engagement pour la filière EPR, donc l'enfermement dans l'impasse nucléaire, ou un coup de pouce sur les salaires. Cette volonté de contourner le cœur du problème traduit la faiblesse du gouvernement. En effet l'ouverture du capital ne convainc pas, y compris à droite, faute d'arguments sérieux. Dès lors le motif unique de la privatisation ressort de l'idéologie, du dogme ultralibéral. Cette obsession, nous en connaissons les dégâts dans le domaine de l'énergie : pannes géantes à New-York ou en Italie; résultats calamiteux de la privatisation en Californie.

La privatisation inquiète. On a pu mesurer les effets du sous-investissement dans le secteur ferroviaire en Grande-Bretagne: déraillements et accidents meurtriers. Les dangers pré-

visibles dans le domaine du nucléaire font froid dans le dos; alors que la durée des centrales est d'ores et déjà prolongée pour des raisons budgétaires. Ce sont aussi des raisons budgétaires qui amènent à privatiser: à vendre les "bijoux de famille" pour financer les allègements fiscaux au bénéfice des possédants.

Inefficientes, dangereuses, les privatisations sont aussi antisociales, les plus démunis pouvant subir une dégradation de leur accès aux services élémentaires, quand ils n'en sont pas privés. L'Etablissement de Crédit Postal qui naîtra en 2005 va accoucher d'une Poste duale: les bureaux lépreux pour les plus pauvres, la banque postale (ECP) dans les zones rentables. La banalisation du livret A renforcera la crise du logement social que cette épargne finance pour partie.. De même le plan hôpital 2007 mettra en concurrence les hôpitaux et les cliniques avec une "tarification à l'activité". Aujourd'hui nous vivons une CMU fragilisée, la suppression de l'AME (Assistance Médicale des Etrangers). Demain un malade ne sera pas correctement soigné s'il n'offre pas de garanties financières. De tels projets sont dénoncés par MSF (Médecins Sans Frontières) et de nombreux médecins comme une aberration à haut risque en terme de santé publique.

Dousté Blazy préfère écarter ces mises en cause, et fait diversion en montant en épingle la fraude à la carte Vitale, ou les arrêts de travail de complaisance, dans un renversement des responsabilités assez osé. Car les accidents du travail, le stress dû à l'intensité accrue du travail, les maladies professionnelles, dont beaucoup ne sont pas reconnues, brisent des vies et coûtent cher aux salarié-e-s et à la Sécu. Déjà responsables de conditions de travail parfois insupportables,

les patrons creusent le déficit en bénéficiant depuis des années, et de plus en plus, d'exonérations de charges. Malgré une réduction drastique des droits des chômeurs, l'Unedic sombre dans les déficits. Les mêmes causes produiront les mêmes effets pour l'Assurance Maladie: malgré les ponctions sur les assurés la Sécurité Sociale restera dans le rouge, notamment faute de réduction du chômage.

En conséquence ce sont d'autres solutions qu'il faut imposer: contribution accrue du patronat, politique de prévention, renforcement de l'intervention des syndicats et salariés sur les questions d'hygiène et de sécurité et contre la souffrance au travail, contrôle sur les profits et orientations des industries pharmaceutiques, refus de la marchandisation galopante des politiques de santé.

Nous ne pouvons aborder ces enjeux essentiels et gagner qu'en confrontation avec les thèses des libéraux, donc par un effort considérable d'information dont peuvent être porteurs les collectifs unitaires de défense de la Sécu.

Face à la tentative du pouvoir de passer en force, il est aussi urgent de faire monter la pression sociale. La manifestation du 27 Mai à l'appel des personnels et organisations syndicales d'EDF-GDF, celle du 5 juin pour la sauvegarde de la Sécurité sociale, sont des rendez-vous majeurs. Des signes positifs de mobilisation existent comme l'élargissement des appels à la manifestation du 27 Mai. Ces mobilisations ne doivent pas être un baroud d'honneur mais un début. La riposte, si le gouvernement s'obstine, devra être à la hauteur des enjeux et aller si nécessaire jusqu'à la grève reconductible des salariés du public et du privé.

Jean-Louis LE BOURHIS

Quelles énergies pour demain?

Le nucléaire, la bougie ou le soleil?

Il est symptomatique d'entendre autour de soi que *"le nucléaire, c'est l'avenir"*, voire que *"sans l'énergie nucléaire, dans les années soixante-dix, la France aurait été un pays du tiers monde"*.

Ces phrases caricaturales, entendues parfois de la bouche même de cadres d'EDF, montrent à quel point le lobbying de l'industrie nucléaire a bien fonctionné et fonctionne encore bien dans l'opinion.

Or, cette exception française ne découle pas directement d'un choix énergétique qui se veut rationnel, mais historiquement d'une orientation (gaulliste) visant à l'indépendance militaire de la France vis à vis de l'OTAN.

Les industries nucléaires civile et militaire ont toujours été étroitement liées.

L'énergie nucléaire, présentée comme **LA** source d'approvisionnement énergétique de la France, ne satisfait en réalité qu'une partie des besoins en énergie primaire : la production d'électricité, à 80%, le solde étant en grande partie issu de l'énergie hydraulique (15 %).

L'énergie nucléaire ne répond donc nullement aux besoins énergétiques (transport, chauffage) autres qu'électrique. De surcroît, la France est aujourd'hui importatrice d'uranium, et l'énergie nucléaire ne garantit donc nullement son indépendance énergétique.

r L'énergie nucléaire est-elle incontournable ?

La réponse est clairement NON. La France est le seul pays au monde à produire son électricité à 80 % à partir de l'uranium. Et de nombreux pays

européens comme l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Grande Bretagne, ont fait le choix de sortir du nucléaire, à plus ou moins long terme. Les Etats Unis n'ont construit aucun nouveau réacteur depuis l'accident dramatique de Three Miles Island en 1973

Quant aux ressources que recèle le sous-sol de la planète, soyons clairs :

Æ Les réserves d'uranium prouvées sont aujourd'hui de quarante ans, à un niveau économique rentable, sur la base d'une consommation actuelle de 40 000 tonnes d'uranium par an, et de soixante-dix ans en fonction des réserves estimées. Quant aux perspectives de la fusion nucléaire, il est absolument impossible d'affirmer aujourd'hui que nous maîtriserons cette énergie dans cinquante ans. Cela relève de la pure science-fiction, et témoigne d'une certaine arrogance scientifique et technocratique. Les sommes à investir dans cette recherche sans issue sont de surcroît colossales.

Æ Les réserves de pétrole sont de soixante-dix ans, celles de gaz de l'ordre de quatre-vingt-dix ans

Æ Les réserves de charbon sont de deux cents ans, sous réserve de techniques de combustion respectueuses de l'environnement

Cela signifie que dans moins d'un siècle nous aurons tourné une page sans doute amère de l'utilisation des matières fissiles et fossiles dont disposait notre planète.

r L'énergie nucléaire permet-elle d'éviter de rejeter des Gaz à Effet de Serre (GES) ?

Si on veut prendre le lobby nucléaire au mot, autant dire que près de 80% de l'énergie thermonucléaire part dans l'atmosphère sous forme de vapeur. Or, la vapeur d'eau est le premier constituant des Gaz à Effet de Serre, pour les 2/3, le reste venant du gaz carbonique, puis des autres GES: CO, CH₄, Nox, COV... Bien sûr, le cycle de

la vapeur est beaucoup plus rapide et plus simple que celui du CO₂, et ne tend sans doute pas à s'accumuler dans l'atmosphère comme les autres GES; mais en toute rigueur, aucune étude sérieuse ne peut affirmer aujourd'hui que les émissions de vapeur en provenance des activités humaines n'ont aucun effet sur le climat, même si cet effet est éventuellement négligeable.

D'autre part, on voit combien est médiocre le rendement de l'énergie nucléaire (vingt à trente pour cent), qu'il faut associer aux pertes en ligne sur le réseau Très Haute Tension (par ailleurs non dénué d'effets sur la santé des riverains...), ainsi qu'aux pertes liées au chauffage électrique ou aux climatiseurs. Ainsi, lors des périodes de grand froid ou de canicule, cela impose de relancer de vieilles centrales recourant aux énergies fossiles, pour répondre aux besoins exceptionnels...Or, il n'est pas possible de faire de la cogénération (chaleur, ou froid, et électricité) avec une centrale nucléaire, en raison de son éloignement (évident !) des villes.

r Quelles énergies pour demain ?

Pour répondre aux enjeux de demain, il est primordial de choisir deux orientations :

Æ Réduire notre consommation énergétique de pays riches, dans le sens d'une décroissance soutenable. En effet, augmenter la part d'énergie renouvelable impose de maîtriser nos consommations et donc de changer nos modes de vie. Un exemple : la mise en place des centres d'hébergement informatique pour le réseau internet a accru la consommation d'électricité. Or, le nombre de nouveaux appareils électroménagers augmente dans chaque foyer. De plus, les modifications du climat déplacent les pics de consommation de l'hiver vers l'été, par la recherche d'un certain confort de vie par forte chaleur (climatisation), ou a contrario en hiver (appartements surchauffés). On est loin aujourd'hui de la "chasse au gaspi" des années 70 !

Æ intégrer le coût environnemental global de chaque énergie : quelle émission de GES, ou d'autres polluants chimiques, de l'extraction au traitement (uranium, fossiles, mais aussi sili-

ROUEN 22 MAI CONTRE LE NUCLEAIRE

Après un tour de France qui a permis au Réseau Sortir du Nucléaire de faire connaître les dangers du programme électronucléaire et du projet EPR, une manifestation de clôture avait lieu à Rouen le samedi 22 mai. La mobilisation a été modeste, avec un cortège regroupant pour l'essentiel le Réseau, Sud-G10 et les quatre courants politiques engagés dans les mobilisations (Les Alternatifs, le pôle libertaire, la LCR et les Verts). Le dynamisme du cortège des Alternatifs animé principalement par la fédération de Seine-Maritime avec le renfort de militant-e-s de l'Eure et d'Ile-de-France a été remarqué. n

(correspondant)

cium...) jusqu'à la production ? Ici, il est possible que le coût environnemental de l'énergie photovoltaïque ne soit pas aussi bon, mais ceci est vrai aussi de l'uranium. A contrario, le bilan carbone de l'énergie bois est considéré comme nul, car les végétaux captent le carbone de l'atmosphère pendant leur croissance.

Passons en revue les différentes alternatives énergétiques au nucléaire, des plus au moins émettrices de gaz carbonique :

Æ **les énergies fossiles** : fortement émettrices de GES. Néanmoins, les turbines à cycle combiné à gaz (CCG) ont un rendement supérieur à 50 %, ce qui génère moins de pollution. C'est aujourd'hui l'alternative la plus facile à mettre en place. 5 grosses turbines aut-contrôlées n'ont besoin que de quelques techniciens (malheureusement pour l'emploi) au contraire d'une centrale nucléaire, grosse pourvoyeuse d'emplois. D'où une baisse évidente des coûts d'exploitation.

Æ **La cogénération** : par turbine ou moteur, le plus souvent au gaz, moins polluante, mais aussi au bois; Malgré une forte consommation de combustible, elle produit simultanément chaleur et électricité pour une collectivité

Æ **L'usine d'incinération**, ou U.I.O.M.: bien que la récupération de chaleur et d'électricité se généralise aujourd'hui, et bien que les traitements des fumées soient plus performants, c'est probablement l'alternative la plus dangereuse pour la santé, compte tenu des rejets en dioxines. Les déchets ultimes, les REFIOM, sont vitrifiés comme des déchets nucléaires, ce qui en dit long sur leur toxicité... Un autre handicap de l'incinération est que les terres agricoles françaises s'appauvrissent, et ont besoin d'un amendement organique qui pourrait provenir du compost des déchets végétaux, du lisier, des boues des stations d'épuration (STEP). Une autre solution peut venir de :

Æ **La méthanisation**, avec en amont du tri sélectif, et c'est souhaitable, une réduction des déchets à la source, car le gaz de déchets doit être épuré des polluants (venant des cosmétiques, voire de notre alimentation), pour produire un biogaz de qualité pour des moteurs, et du compost valorisable en agriculture.

Æ **Le biogaz de décharge** : on capte le méthane des décharges, qui doit être brûlé plutôt qu'émis dans l'atmosphère. Après épuration, on peut produire de l'électricité, voire de la chaleur (chauffage si les logements ne sont pas trop éloignés, ce qui est malheureusement souvent le cas, serres), avec des moteurs ou des turbines. Des exploitations agricoles peuvent très bien le valoriser (lisier) et être autonomes en chaleur, séchage, électricité.

Æ **L'énergie bois et la biomasse** : la bonne gestion des ressources forestières permet de valoriser une filière bois renouvelable de préférence locale et régionale (pour réduire la pollution des transports)

Æ **L'énergie hydraulique** : on préférera aux grands barrages ayant un impact majeur sur l'environnement la micro-hydraulique respectueuse des écosystèmes

Æ **le solaire photovoltaïque** : elle est très populaire, mais 1 à 2 m² de panneaux solaires ne fournissent que 60 W, soit une ampoule. Ce n'est pas pour l'instant une énergie de substitution, car elle dépend de l'ensoleillement. Elle est par contre tout à fait adaptée à des milieux ruraux isolés et peu consommateurs

Æ **L'énergie solaire thermique** : d'un bon rendement, de réalisation simple et peu polluante, elle permet de réduire les factures de combustible de 80%, dans le Sud et de 35% dans le Nord et l'Est, pour la production d'eau chaude sanitaire, voire pour le chauffage

Æ **La géothermie** : l'énergie du sous-sol répond à 80% des besoins de l'Islande. En France, elle alimente l'équivalent de nombreux logements en chauffage et eau chaude sanitaire. Bien que sa maintenance soit complexe (acidité des puits), elle peut encore être développée, et un projet pilote d'injection d'eau en grande profondeur à Soultz-sous-Forêt (Alsace) permet d'envisager de produire de l'électricité comme en Indonésie, en Islande, au Mexique, en Allemagne.

Æ **L'énergie éolienne** : c'est un mode de production propre et facile à désinstaller, bien que déjà soumis à une logique spéculative. Cette énergie est critiquée pour son impact sur le paysage, pourtant dérisoire par rapport aux antennes relais et aux 200 000 pylônes

électriques : l'éolienne peut pourtant être mise en place en zone désertique, voire au large en mer. Rappelons que 14 000 MW sont en place en Allemagne, au lieu de seulement 200 MW en France...

En résumé, les énergies renouvelables répondent plus particulièrement à des besoins énergétiques raisonnables, maîtrisés, et à une production d'énergie décentralisée, évitant la pollution visuelle et électromagnétique de nombreux pylônes.

Elles sont créatrices d'emploi, compensant au moins pour partie les suppressions dans l'industrie nucléaire, et respectueuses de l'environnement. Mais pour répondre demain à un taux de couverture de 100% en ENR, il faut des aujourd'hui s'engager sur une politique de maîtrise de l'énergie, voire de décroissance soutenue des consommations des pays riches.

Pendant une période de transition, les cycles combinés à gaz, la cogénération, peuvent se substituer dès aujourd'hui à la production nucléaire, au moins provisoirement car elles restent productrices de GES.

Les enjeux européens pour la France pour la production d'électricité sont de :

Æ 18% en cogénération (France : 3%)

Æ 21 % en ENR (France : 15 %, compte tenu des barrages)

Mais la production d'électricité n'est pas la principale industrie émettrice de GES, car les transports et le bâtiment (isolation) y contribuent à hauteur de 40 % Sans une remise en cause profonde de nos modes de consommation, notamment en ce qui concerne le transport individuel, notre développement ne sera jamais durable, et constitue une fuite en avant suicidaire et criminelle :

Æ 5 000 décès annuels en raison de la pollution atmosphérique

Æ 2 à 3000 décès annuels liés aux dioxines

Æ 15 000 décès lors de la canicule de l'été 2003

Æ 150 000 décès annuels par cancer, essentiellement en raison de l'environnement

Æ 300 000 atteintes du cancer chaque année

Æ Incendies, inondations, tempêtes, pertes de récoltes, épidémies. n

Thierry FOLLIARD

L'autogestion sera le fil conducteur de l'université d'été des Alternatifs (du 26 au 29 août, dans le Morbihan), Rouge et Vert publiera de nombreuses contributions sur ce thème, premiers articles dans ce numéro.

Plus que jamais!

Certains ne voient dans l'Autogestion qu'une mode des années 70 et donc bien dépassée aujourd'hui. D'autres la réduisent à l'entreprise. D'autres encore font de la révolution un préalable, réduite le plus souvent d'ailleurs à la prise du pouvoir d'Etat et aux nationalisations! Les uns et les autres oublient la répétition, la récurrence depuis deux siècles au moins, de ces mobilisations populaires où s'affirment les exigences de démocratie, dans le politique et dans la production. Ils ignorent la multiplicité des contestations actuelles qui expriment une volonté d'autonomie et d'autodé-

termination. Comment prennent-ils en compte les profondes transformations de la société capitaliste, les contradictions, nouvelles pour certaines, qu'elles développent, tant sociales que politiques, tant technologiques qu'écologiques? Quelles leçons tirent-ils donc des impasses où se sont fourvoyées les révolutions du XX^e siècle? Pour nous, il y a plus que jamais nécessité d'une autre société et pour la concevoir, comme pour la construire, d'une démocratie active dans tous les espaces sociaux, d'une autogestion qui se généralise. Or le projet autogestionnaire ne peut être approprié par le plus

grand nombre des travailleurs s'ils ne sont pas à la fois acteurs et auteurs. Ces deux postures se conditionnent mutuellement. Le parti-guide, le parti "conscience extérieure de la classe", ne peut nous sortir des ravins où il nous a conduits. Il y a donc urgence. Il faut construire un mouvement, un projet autogestionnaires, car devant nous se mettent en place les prémisses d'une grande transformation et, disons-le d'une grande révolution, c'est-à-dire d'un processus où se trouvent remis en cause, au travers d'avancées et de ruptures, l'ensemble des rapports sociaux, l'ensemble des institutions. Au-delà des

Actualité de l'autogestion au FSE

Un bref compte rendu

Le séminaire organisé sur ce thème lors du FSE de St Denis a rencontré un réel intérêt. Il a rouvert le débat, mais aussi montré que celui-ci devait se poursuivre.

La salle de 180 places du séminaire "actualité de l'autogestion" était trop petite : les organisateurs, qui filtraient l'entrée pour des raisons de sécurité, ont dû éconduire une centaine de personnes le 14 novembre au matin. La veille, malgré la confidentialité du lieu affecté aux ateliers, 110 participants au FSE s'étaient succédé à la séance sur le projet autogestionnaire et aux deux séances consacrées aux pratiques autogestionnaires. Parmi les nationalités présentes : outre des Français, des Italiens, Anglais, Espagnols et Allemands. A noter aussi une participation des 25-35 ans significative.

La démonstration a été faite que débattre de la démocratie active et de l'autogestion rencontrait un véritable intérêt parmi les participants aux Forums sociaux. Nul doute qu'une meilleure mobilisation collective aurait encore accru l'audience de l'initiative, spécialement pour les ateliers du 13 novembre.

Second objectif atteint, le plateau d'intervenants a été représentatif des différentes sensibilités autogestionnaires françaises : à l'introduction "*l'autogestion est possible et nécessaire*" faite par Michel Fiant, ont répondu successivement Tony Andreani, "républicain de gauche", Catherine Samary, militante historique de la 4^{ème} Internationale, Stephen Bouquin également proche de ce dernier courant, Bernard Birsinger et Pierre Zarka, membres du PC et Patrick Viveret, entre autres directeur de la rédaction de *Transversales Sciences Culture*, aux convictions autogestionnaires revendiquées. L'absence d'Alain Bihr nous a privés de l'expression de la pensée libertaire. Tous ont souligné leur intérêt pour l'initiative et ont souhaité qu'elle ait des prolongements.

L'autre enseignement à en tirer, pas moins important pour le futur, est que des progrès restent à accomplir en revanche dans au moins deux directions :

L'ouverture européenne : l'intervention de Franco Russo, animateur du *Forum écologiste italien* et membre de *Rifondazione*, a été l'une des seules interventions étrangères avec celles de nos amis brésiliens et argentins ; il

est nécessaire d'identifier les positions et les expériences favorisant la démocratie active dans les autres pays européens pour avancer lors prochain FSE. L'inventaire critique des expériences autogestionnaires fut trop partiel. Certains intervenants prévus ont été certes retenus par d'autres impératifs, tant la concurrence des initiatives était vive le jeudi ; mais fondamentalement, la cause est à rechercher dans le retard pris dans les enquêtes nécessaires sur les expériences de démocratie citoyenne en Europe et les coopératives de production.

Le texte préparatoire au séminaire et les principales interventions ont été enregistrés et transcrits. Un petit livre édité par Syllepse est en préparation. De nouvelles initiatives sont envisagées pour le FSE de Londres cette année et le FSM de 2005 à nouveau à Porto Alegre.

Eugène BEGOC

Coordonnateur des Ateliers pour l'autogestion

(1) co-organisé par : Ateliers pour l'Autogestion (F), Alternative libertaire le mensuel (F), le Autonomie (I), Cercle 25 avril (F), Forum Ambientalista (I), Observatoire des Mouvements de la Société (F), Politique la Revue (F), Rouge et Vert (F), Veualternativa (E-C)

luttons, des révoltes, de l'événement, deux évolutions de sens contraire laissent présager des affrontements sociaux et politiques majeurs. Il y a d'une part une crise politique, non pas circonstancielle, mais liée aux incohérences profondes du système. La mondialisation financière permet au Capital de renverser les anciennes hiérarchies. C'est lui qui maintenant prend les Etats en tutelle. Et ceux-ci ne peuvent s'en débarrasser sans mettre en question leur existence même. C'est d'ailleurs ce qui s'esquisse au travers de la construction européenne. L'Europe "néo-libérale", tentative d'adaptation à la mondialisation de l'économie et de la politique, met à mal l'une des fonctions originelles des Etats, la stabilité, la légitimité institutionnelle, conditions du maintien de l'ordre existant. Or lorsque les décisions majeures se prennent dans les concertations discrètes des oligopoles ou des gouvernements des principaux Etats, il devient difficile de faire croire aux pratiques et aux idéologies démocratiques affichées. L'autoritarisme dont font preuve aujourd'hui les Etats, tant en politique intérieure qu'étrangère, n'est donc pas un accident. L'Etat autoritaire c'est le revers nécessaire des libertés que prend le Capital.

Tandis que l'évolution de la production des biens, des services, des savoirs réclamerait l'implication du plus grand nombre dans le débat et la décision politiques, c'est à l'inverse que nous assistons. Cela est contradictoire. Les salariés ont un niveau de formation et d'information qui s'élève, ils sont de plus en plus incités à la responsabilité et à la coopération. Rien d'étrange à ce qu'ils se désintéressent d'Assemblées sans pouvoirs d'élections qui ne débouchent que sur l'alternance

et non sur de réelles alternatives. Comment s'étonner alors que des hommes et des femmes affirment la possibilité d'autres formes politiques, privilégiant la démocratie directe et recadrant la démocratie de délégation ? C'est pourquoi les Alternatifs pensent que c'est dans les luttes, l'expérience et le débat, qu'ensemble nous pouvons concevoir et construire cette démocratie active.

Perspective et stratégie à la fois, l'Autogestion ne résume certes pas toutes les transformations sociales et politiques indispensables. Mais aucune ne pourra s'accomplir sans elle. Qu'il s'agisse de construire la majorité sociale nécessaire au changement, de rompre avec l'ancien régime, de concevoir et mettre en place de nouvelles institutions démocratiques, de socialiser le savoir et la propriété, d'articuler le plan et le marché, de dépasser toutes les formes de domination, de réconcilier l'humanité avec la nature, rien ne pourra aboutir sans l'appropriation par le plus grand nombre des objectifs, des voies et des moyens. Les Alternatifs n'ont donc ni la prétention, ni la possibilité de répondre dès à présent et seuls aux questions qu'ils soulèvent. Ils y contribuent et y contribueront.

Mais c'est l'ensemble des forces et des organisations populaires qu'il faut convoquer. Cela, certes pose problème. Aujourd'hui, demain, nous en débattons. Mais déjà nous pouvons avancer que pour cela, sont nécessaires de nouveaux espaces démocratiques dont les forums sociaux locaux sont peut-être une forme première foyers de luttes et d'initiatives, de débats et de propositions. n

Michel FIAUT

Toutes et tous à l'Université d'été des Alternatifs

Bulletin d'inscription

Quatre options (base : nuits des 26, 27 et 28 août, 3 petits déjeuners, 6 repas)

MERCI DE PRECISER L'OPTION CHOISIE
OPTION 1 HEBERGEMENT EN HOTEL

..... 200 euros

OPTION2 HEBERGEMENT COLLECTIF
(chambres communes) 150 euros

OPTION 3 CAMPING (emplacement sur le site) 100 euros

OPTION 4 militant-e-s de la région non hébergé-e-s (6 repas seulement) ... 50 euros

Nom :

Prénom :

Adresse postale :

.....

.....

.....

Adresse électronique :

.....

Les chèques doivent être établis à l'ordre d'A.F. Alternatifs

Bulletin et chèque à envoyer à **ALTERNATIFS/UNIVERSITE D'ETE**
40, rue de Malte 75011 Paris

La faiblesse des revenus ne doit pas conduire à la non-participation à la politique. Un tarif préférentiel sera donc mis en place pour les personnes (chômeurs et précaires, jeunes en formation...) disposant de faibles revenus. De même, et aussi dans un souci écologique bien compris, les fédérations sont invitées à mettre en place des systèmes de covoiturage, et chaque fois que nécessaire de participer aux frais de transport des camarades et ami-e-s les moins fortunés.

Argentine

Entreprises "récupérées" ou autogérées

Si l'autogestion passait à des formes pratiques et concrètes et ne s'en tenait pas à des déclarations de principe, on s'interrogerait sur le mauvais fonctionnement de ce qui existe, sinon sur la possibilité d'instaurer une économie alternative à caractère social, ce qui conduirait à rompre avec le discours hégémonique des 15 dernières années et le règne du marché."

Gabriel Fajn'

L'Argentine vit une crise historique profonde tant du point de vue politique qu'économique:

- **Au niveau politique**, les contradictions internes entre les différentes fractions de la bourgeoisie ont contribué à la crise financière, avec d'un côté les tenants de la "financiarisation" de l'économie (dollarisation) et de l'autre les exportateurs pénalisés par la parité dollar / peso et défendant le décrochage du dollar. Une gauche (extrême gauche) très impliquée dans le mouvement social mais extrêmement divisée. Au centre, des organisations syndicales (CTA et CGT rebelle) et des courants du péronisme tentant vainement de proposer une politique d'alternance.

- **Au niveau économique**, le modèle d'accumulation et de concentration financière a provoqué la fermeture continue d'entreprises dans le secteur industriel, la rupture interne de circuits commerciaux et la marginalisation de secteurs importants de la production.

Les 4 années de récession qui ont précédé la crise ont généré une économie qui est entrée dans un cycle de dépression, caractérisé par une forte chute de la demande, du produit intérieur brut et de l'investissement.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté l'insurrection du "19-20" décembre 2001. Ce mouvement a vu l'émergence de nouvelles formes de lutte et de résistance: les assemblées populaires et la récupération des entreprises par les travailleurs et le renforcement des mouvements "Piqueteros" qui existent depuis près de 10 ans. Parmi les formes d'auto-organisation du mouvement ouvrier argentin, les entreprises "récupérées" ont un rôle déterminant et contribuent à l'émergence de véritables pratiques autogestionnaires.



Depuis un peu plus de deux ans, un important mouvement d'occupation d'entreprises et de reprise de la production par les travailleurs eux-mêmes sous la forme de coopératives est en train de se développer en Argentine. C'est d'abord le résultat de fermetures d'entreprises du secteur industriel liées à la crise économique mais également à une gestion défailante, voire frauduleuse. Ce mouvement s'est développé dans un contexte de destruction des forces productives provoquée par la profonde crise qui affecte ce pays.

Ce phénomène se produit avant la fermeture ou la crise terminale des entreprises et consiste à proposer la poursuite de l'activité de l'entreprise sous la forme de l'autogestion ouvrière. Ces expériences se sont converties comme un des emblèmes des réactions que la société argentine présente devant le modèle d'exclusion. Parmi les syndicats, seules la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) et certains secteurs non bureaucratiques de la Confédération Générale des Travailleurs (CGT) accompagnent ce processus et sont véritablement engagés. La CTA se distingue en y accordant une place toute particulière. Elle est présente en contribuant au fait que ces expériences, qui surgissent comme un moyen de survie, se convertissent en alternatives aux règles du jeu du système, fassent partie de l'articulation de nouveaux réseaux sociaux et génèrent des instances d'organisation dans la lutte des travailleurs avec une conception politique qui permette la construction d'un projet politique et social.

Le phénomène n'est pas nouveau, car il existe des antécédents qui remontent à plus de 40 ans. Les coopératives IMPA, Lozadur, CITA, CAT, El Progreso, etc sont connues. Elles se sont formées à partir d'importantes usines et elles ont traversé différentes étapes dans leur développement.

Ces dernières années, des centaines d'entreprises ont fermé leurs portes (environ 1 milliard par an en moyenne) et ont entraîné la perte de centaines de milliers de postes de travail. Cette situation a installé la peur et l'insécurité pour les travailleurs qui conservent leur emploi et a impulsé le désespoir pour ceux qui le perdent. Parmi ces derniers, face à l'abandon des capitalistes, de plus en plus nombreux sont

ceux qui se retranchent sur leurs lieux de travail, décident d'occuper les usines, résistent aux tentatives d'expulsions par le moyen de batailles légales et physiques pour enfin gérer la production. Il s'agit bien d'un processus pragmatique, il n'y a aucune prédétermination idéologique. Au contraire, c'est la crise du capital qui a déplacé l'axe de la lutte, en la sortant de l'orbite de la distribution de la richesse et en la remettant dans le cadre des propres relations de production avec le questionnement du sacro-saint principe de la propriété privée. Il s'agit d'un processus objectif mais qui diffère de la tendance historique, qui se construit en différentes étapes et périodes, avec force et intensité : le travail a essayé de déplacer le capital, en le remplaçant par l'organisation ouvrière, en cherchant à prendre le contrôle des entreprises. Selon les estimations d'Eduardo Lucita de l'association des économistes de gauche (EMI)², il y aurait autour de 1200 entreprises qui se trouveraient dans cette situation - qui se sont endettées réellement ou de manière fictive, qui ont transféré des actifs à des tiers, ont des dettes d'impôts et envers les services publics qui terminent en recouvrant au concours préventif ou direct à la déclaration de faillites.

Toutes ces situations produisent la perte de postes de travail, et il n'y a pas d'autres alternatives que de contenir les conséquences sociales avec des plans d'assistance et de développement économique qui dans peu de cas ont donné des résultats.

En général, les secteurs les plus touchés sont dans les industries qui se caractérisent par une importante main d'œuvre, situation qui provoque l'expulsion du marché du travail de milliers de travailleurs qualifiés avec une expérience et une culture d'ouvriers industriels.

Face à cette situation, les travailleurs défendent l'outil de travail par l'occupation matérielle des entreprises dans le but de faire redémarrer plus tard le processus de production sous une forme de gestion directe. Ils entendent imposer leur décision avant l'application d'une décision de justice: la déclaration de faillite et ensuite l'expropriation de l'entreprise. Ce phénomène, s'il ne constitue pas une réponse globale à la problématique, constitue une alternative concrète dans des situations ponc-

tuelles en offrant des variantes qui permettent des sorties soutenables avec d'indubitables avantages sociaux dans la mesure où elles permettent aux travailleurs de conserver leur poste de travail et la culture industrielle, en évitant l'improvisation dans de nouvelles activités et fondamentalement en maintenant leur conscience de classe.

Selon Gabriel Fajn, coordinateur du groupe de recherches en sociologie à l'université de Buenos-Aires et responsable du Département du Coopérativisme³, qui a analysé le phénomène des entreprises "récupérées" : il s'est créé 180 entreprises sous gestion ouvrière directe en 2 ans avec plus de 15 000 travailleurs organisés en coopératives ou sous le modèle du contrôle ouvrier. Dans 90 % des cas, les postes hiérarchiques ont été éliminés et un système égalitaire de redistribution des bénéfices a été instauré. Dans 70 % des cas, la production atteint déjà ou dépasse les niveaux antérieurs. Il existe des cas comme celui de Avellaneda (entreprise de métallurgie) où 19 travailleurs ont déjà été embauchés pour couvrir la demande qui est supérieure



de 50 % à la production antérieure. En deux années, ils ont payé les crédits, ils ont acheté des machines, ils ont agrandi les locaux et les salaires sont quatre fois supérieurs. Dans 80 % des cas, les entreprises autogérées fonctionnent avec des petites unités de production: 38 travailleurs en moyenne. Seules 2 % ont plus de 100 travailleurs.

Elles se répartissent en différents secteurs d'activité : la métallurgie qui représente 25 %, l'alimentation, le textile, la plasturgie, l'imprimerie, la santé (cliniques) et l'éducation (écoles). Il s'agit d'un phénomène fortement ancré dans les zones suburbaines qui ont concentré pendant des décennies la principale production industrielle et particulièrement sur 2 pôles géographiques: Buenos Aires et Santa Fe

mais il en existe dans l'ensemble du pays: Cordoba, Mendoza, Neuquén et en Terre de Feu.

De ce processus, deux structures institutionnelles sont nées : le Mouvement National des Entreprises Récupérées (MNER) qui regroupe une importante majorité des coopératives de production, indépendante de l'Etat et la Fédération Nationale de Coopératives de Travail d'Entreprises Reconverties (FENCOOTER) qui est plus liée à l'Etat. Dans d'autres entreprises, les travailleurs, plus liés aux partis de la "gauche" moréniste, ont fait un choix différent, ils n'ont pas créé de coopératives, ils occupent les entreprises et réclament l'étatisation sous contrôle ouvrier. Comme on le constate, le mouvement de récupération d'entreprises argentin est également traversé par le débat historique entre l'étatisation sous contrôle ouvrier et le coopérativisme, débat déjà présent dans la 1ère Internationale.

LE SECTEUR COOPÉRATIF

Pour Rufino Almeida, syndicaliste de la Fédération des Travailleurs de l'Industrie et Assimilés (FETIA) affiliée à la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) et chargé du suivi des entreprises autogérées liées au MNER, les processus de récupération d'entreprises sont compliqués et confrontés à des difficultés légales, techniques, organisationnelles et économiques⁴.

Dans la majorité des cas, la forme juridique de coopérative de production est adoptée mais il y a des situations transitoires qui prennent d'autres formes. La situation offre différents états d'évolution et de typologie. On rencontre des usines qui fonctionnent de manière autogérée, des entreprises occupées, des entreprises fermées où les travailleurs protègent les biens jusqu'à ce que les conflits permettent une sortie de ce type. Tout dépend de l'état de la lutte en fonction des aspects juridiques du conflit.

Il existe des oppositions au fait que les travailleurs puissent autogérer une entreprise avec efficacité et compétitivité. Ce point de vue règne dans les sphères judiciaires et politiques qui tentent d'empêcher le développement de plusieurs récupérations d'entreprises.

Il ne s'agit pas d'une utopie mais d'une alternative à une situation non désirée, comme la fermeture d'entreprises, pour laquelle est nécessaire de dépasser le paradigme de l'entreprise traditionnelle et de résoudre dans l'économie sociale, dans un contexte défavorable, un sérieux problème qu'a provoqué le système capitaliste. Le point de départ est de travailler sur les capacités et les marchés que le capitalisme le plus dynamique a dépréciés mais qui dans le contexte actuel de l'économie argentine servent à trouver des solutions vertueuses aux graves problèmes sociaux.

Dans beaucoup de cas, la formation de coopératives de production a stimulé les licenciés, cependant il résulte que la création de ces entités ne génère pas d'emplois. Les coopératives sont une forme d'organisation démocratique, efficiente, qui accorde la priorité à l'utilisation de la main-d'œuvre de ses associés. Mais la généralisation de l'emploi soutenable provient de l'innovation et de l'utilisation de l'intelligence collective des travailleurs.

Pour la FETIA, il existe trois aspects ou conditions sur lesquelles il faut travailler, en les abordant conjointement car elles sont conditionnées: en effet, un bon projet avec un groupe de travailleurs capables de le porter peut échouer du fait de ne pas pouvoir supporter les actifs de l'entreprise et, vice-versa, il y a des expériences qui possèdent des installations et qui ne peuvent pas régler les problèmes de marché.

- Les aspects juridiques et patrimoniaux
- Le projet de la coopérative
- L'aspect organisationnel

Les aspects juridiques

En général, presque tous les processus se terminent par un jugement de faillite judiciaire. Cependant, dans quelques cas, l'alternative peut s'effectuer par le transfert d'actifs et de passifs de l'entreprise à la coopérative où on peut parler d'un régime de participation. Dans la majorité des cas, un contrat de location est établi entre la coopérative et le tribunal où est domiciliée la faillite.

Dans un certain nombre de cas, l'expropriation des actifs produits par les

faillites est prononcée par décret de la province ou de la ville de Buenos-Aires. Mais elles restent provisoires tant que l'Etat n'effectue pas le règlement des dettes.

On peut observer que les possibilités de prise en compte du projet autogestionnaire par le juge augmentent quand les travailleurs occupent l'usine, indubitablement la question sociale est prise en compte et quand la poursuite de la production est un objectif avoué bien que la totalité des créances ne soient pas honorées, alors que dans la pratique, ne l'aurait pas été non plus.



La forme juridique et organisationnelle à constituer par les travailleurs autogestionnaires, dans le cadre actuel, s'oriente vers la coopérative de production. Cette forme d'un point de vue philosophique et d'organisation interne répond aux objectifs d'une entreprise gérée démocratiquement par les travailleurs.

Le projet de la coopérative

Les antécédents de faillites ou de fermetures d'entreprises dans lesquels s'est projeté ce type d'action indiquent que dans tous les cas l'équipement et l'infrastructure sont techniquement obsolètes et surdimensionnés du fait de l'absence d'investissement et du manque de rentabilité dans l'entreprise antérieure.

De plus, en général, ces entreprises appartiennent à des secteurs produc-

tifs qui déclinent : c'est pourquoi un projet alternatif, ne pourra pas être comparable au régime antérieur de l'entreprise. La récupération de la chaîne commerciale peut se convertir comme un objectif initial, ce défi implique que la gestion acquiert une crédibilité vis-à-vis des clients et des fournisseurs, en luttant contre le manque de capital productif comme un des inconvénients les plus visibles.

L'expérience montre que dans la majorité des cas, l'exploitation de l'usine se réalise, dans une première étape, sous la modalité de "la façon", c'est à dire d'un service industriel à des clients qui fournissent la matière première et retirent le produit pour la commercialisation ou les transformations postérieures.

Cette modalité a l'avantage de ne pas avoir besoin de capital productif et elle évite l'étape de commercialisation, dans les cas où les travailleurs ne possèdent pas d'expérience ou ne la maîtrisent pas. L'inconvénient principal est la faible rentabilité et la dépendance structurelle vis-à-vis des fournisseurs - clients avec lesquels il est opportun de réaliser des alliances stratégiques. Cependant, le bilan de cette modalité est positif, au moins utilisé de façon transitoire : bien qu'elle ne facilite pas le développement, elle permet de réaliser l'objectif principal qui est la préservation des postes de travail et de réaliser l'étape de mise en marche et l'apprentissage.

Un autre inconvénient qui apparaît, c'est l'absence de cadres gestionnaires dans l'étape de commercialisation et d'administration, du fait que le personnel intéressé par la poursuite de l'activité appartient aux secteurs de la production, de la maintenance et de la supervision technique. Ces derniers, comme c'est compréhensible, s'habituent à valoriser excessivement les aspects techniques, en critiquant la gestion patronale antérieure et en accordant une place excessive aux procédés.

Les aspects organisationnels

La récupération d'une unité productive par les travailleurs peut être motivée par des agents externes: organismes de l'Etat, généralement municipalités ou syndicats locaux mais la présence d'un leader interne qui peut être collectif ou individuel est indispensable.

Tout au long du processus, les travailleurs sont confrontés à des situations réellement compliquées qui provoquent des crises et des conflits internes qu'il sera nécessaire de résoudre.

La reprise de l'activité sous la forme de coopérative est importante mais le principal défi est le changement culturel que requiert le passage du statut d'employé à celui de "travailleur-entrepreneur". Cependant les valeurs et les aspects idéologiques d'une coopérative ne peuvent pas se transmettre par une simple présentation théorique mais par l'apprentissage dans l'action quotidienne et dans l'autogestion d'un projet commun.

Pour Rufino Almeida, compte tenu de la crise argentine, les opportunités d'impulser des projets autogestionnaires de récupération d'entreprises iront en augmentant. Les expériences relevées indiquent que le phénomène est viable, se développe et remporte un succès certain, qui fait que l'Etat doit assumer son rôle de promoteur et appuyer cette forme palliative au chômage.

Le changement culturel que doivent réaliser les travailleurs: la prise de conscience, la solution des problèmes techniques, le projet de l'entreprise démontrent la nécessité de transmettre les expériences d'une entreprise à une autre en formant un réseau participatif entre les entreprises autogérées existantes.

La CTA articulera la recherche de financement d'une partie du projet en proposant concrètement la concurrence de plans de substitution pour les licenciés de manière à garantir la phase initiale du projet. De même, sont prévues la création de réseaux de commercialisation et la mise en place de fonds de financements. La CTA incorpore en son sein les entreprises récupérées par les travailleurs dans le cadre de la FETyA, en considérant qu'elles appartiennent au mouvement des travailleurs en contribuant à la construction du mouvement politique et social et en contribuant à installer la lutte des entreprises récupérées dans un contexte global qui contribue à la construction d'une nouvelle société.

LE DÉBAT ENTRE L'ÉTATISATION AVEC CONTRÔLE OUVRIER ET LE COOPÉRATIVISME

Ce débat divise profondément la gauche argentine avec d'un côté: le MNER et la FENCOTER qui optent et soutiennent les coopératives et de l'autre, les organisations trotskystes, principalement le Pôle Ouvrier (PO), et d'inspiration moréniste comme le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS), qui sont impliqués dans les expériences connues internationalement telles que Zanón et Brukman et qui revendiquent l'étatisation sous contrôle ouvrier.



Pour Eduardo Lucita:

"Sous la forme coopérative, qui suppose l'adhésion volontaire et la gestion autonome, se récupèrent les sources de travail, une distribution des bénéfices à l'intérieur de chaque unité de production, y compris un meilleur rendement productif est possible avec une rationalité administrative différente. Il est clair que ces conditions sont infiniment meilleures que celles existantes sous la domination patronale et plus encore quand elle l'abandonne; cependant elles ne peuvent pas échapper à la logique du système: la concurrence

du marché, ce qui implique que les niveaux salariaux, les conditions de travail et la productivité sont toujours en jeu. Parce que les rémunérations, les conditions de vente de la force de travail, les temps et les rythmes de production ont une incidence sur les coûts finaux du produit et ceci est fondamental pour la concurrence capitaliste."

Il poursuit: *"Le contrôle ouvrier, qui suppose également volontariat et autonomie, maintient l'entreprise sous la tutelle du capital, privé ou étatique, mais les travailleurs assument le contrôle de tout le processus ainsi que les registres comptables. Il s'agit d'une "réforme non réformiste", propre à une période de lutte de classe en hausse, qui n'est pas intégrable par le capital et dont l'avenir dépend d'une généralisation et d'un changement profond dans la relation des forces sociales"*.

Toujours pour Eduardo Lucita, la conjoncture argentine actuelle présente des particularités propres. Face à la fuite des capitalistes et au refus de l'Etat d'assumer ses responsabilités, il existe des entreprises qui fonctionnent sous un contrôle ouvrier "sui generis" du fait qu'il n'y a pas de patron, capitaliste ou étatique, qui dirige. D'un autre côté, dans les entreprises où les travailleurs ont opté pour la forme coopérative, ils dépendent de la décision d'expropriation, celle-ci est généralement lente et il s'écoule plusieurs mois pendant lesquels ils produisent et commercialisent de fait sans que la situation soit légalisée.

Dans ce contexte, ce qui prédomine, c'est la gestion ouvrière directe où les travailleurs prennent en charge intégralement l'administration de l'entreprise dans un processus qui a des caractéristiques clairement autogestionnaires.

Pour les économistes de gauche (EMI) Ruth Werner et Facundo Aguirre :

"La coopérative, avec toute la valeur symbolique qu'elle a initialement, n'est pas un chemin émanatoire pour la classe ouvrière. Loin de tendre à unifier les forces des travailleurs, à rallier à leur lutte d'autres secteurs populaires, elle concentre les efforts à l'intérieur de l'usine, à substituer et à répéter les schémas capitalistes.

[...] L'administration ouvrière directe est une forme d'autodétermination, qui laisse aux mains de la décision collective,

la gestion de la production et ses destins, en éduquant la classe ouvrière à la gestion de l'économie. Elle démontre comment la planification démocratique pourrait donner un sens social à la production. La proposition de programmes d'œuvres publiques (Zanón) ou de production pour les hôpitaux de la communauté (Brukman) sont des initiatives qui vont dans cette direction et ont eu des échos auprès des mouvements de "piqueteros" de Neuquén et chez les travailleurs de la santé de la capitale, en montrant la potentialité de l'unité ouvrière et populaire⁶."

Pour le MNER, l'étatisation des entreprises récupérées sous contrôle ouvrier obéit à une conception de l'Etat, un Etat composé par des travailleurs, un Etat prolétarien. Mais dans les conditions actuelles, le développement de la lutte en faveur de l'étatisation des entreprises récupérées ne correspond pas à l'Etat qui existe aujourd'hui. L'Etat actuel n'est pas un Etat de travailleurs, sinon de bureaucrates, par conséquent adopter la position étatiste impliquerait pour ces entreprises un travail organisé, libéré de l'appareil bureaucratique. Le contrôle ouvrier garantirait le fait que les travailleurs

soient en contact immédiat avec l'entreprise, mais en dernière instance ceux-ci seraient employés par l'Etat et dépendraient d'une structure externe fortement hiérarchisée qui déciderait d'une manière globale.

Dans ce sens, les coopératives permettent aux travailleurs de décider librement sans bureaucratie externe et de forme directe de leur avenir et pour leur entreprise. Cependant l'option en faveur de l'étatisation sous contrôle ouvrier est intéressante du point de vue même de sa propre limite. L'étatisation est un objectif valide si le mouvement global des entreprises récupérées peut accumuler une masse critique qui la renforce et fait pression pour définir les politiques publiques en faveur des secteurs populaires. Il serait nécessaire que ce mouvement soit renforcé par d'autres mouvements populaires.

Pour Javier Echaide:

"Sur les débats en cours, on peut cependant relever une évolution entre ceux qui disent soutenir les expériences de Brukman et de Zanón et ce que disent les représentants des travailleurs. Les deux principaux exemples (les plus médiatisés) de la position en faveur de l'étatisation sous contrôle ouvrier sont en train d'étudier la possibilité de se constituer en coopérative s'ils obtiennent les garanties qu'ils posent: expropriation définitive et non plus limitée à 2 ans. Les exemples paradigmatiques d'étatisation sous contrôle ouvrier comme mode d'émancipation de classe, comme nous le voyons, étudient beaucoup plus les alternatives réelles à leurs besoins que ceux qui défendent cette position d'une forme dogmatique⁷."

Il est utile de préciser que Brukman s'est constitué en coopérative depuis octobre dernier suite à la déclaration de faillite par le tribunal et dans l'attente de l'expropriation. Tout récemment, la question de la constitution d'une coopérative à Zanón a été posée face à la répression exercée par l'Etat et les tentatives de plus en plus nombreuses de récupérations des entreprises non expropriées par les patrons qui n'hésitent pas à avoir recours à des milices.



Références bibliographiques

Articles et ouvrages en espagnol

Abelli (José), *Recuperación de fuentes de trabajo a partir de la autogestión de los trabajadores, Informe por la FETiA - CTA*, Buenos Aires, 2003.

Bielsa, (Rafael) *A y otros (otras), Biblioteca del Pensamiento nacional, Qué son las asambleas populares, Biblioteca del Pensamiento nacional, Continente*, Buenos Aires, Mayo de 2002.

Cuadernos del Sur, N° 33, *Argentinazo, Que se vayan todos!*, Tierra del Fuego, Buenos Aires, Mayo de 2002.

Cuadernos del Sur, N° 34, *ocupación de empresas y gestión obrera directa*, Tierra del Fuego Buenos Aires, Noviembre de 2002.

Cuadernos del Sur, N° 36, *Autonomía y autogestión en las prácticas sociopolíticas*, Tierra del Fuego, Buenos Aires, Novembre de 2003.

Echaide (Javier), *Debate sobre Empresas Recuperadas, Un aporte desde lo legal; lo juridico y lo político, Cuaderno de trabajo N° 25*, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, Agosto de 2003.

Rezzónico, (Alberto), *Empresas recuperadas, Aspectos doctrinarios, economicos y legales, Cuaderno de trabajo N° 16*, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, Mayo de 2003.

Rodriguez, (Gloria), *Empresas recuperadas : otra respuesta de trabajadores en situación de conflicto laboral in Movimientos sociales y conflicto en América Latina*, OSAL, CLACSO, Buenos Aires, Octubre de 2003.

Seoane, (José A), *Argentina: la configuración de las disputas sociales ante la crisis, Observatorio Social de América Latina n°7*, CLACSO, Buenos Aires, Junio de 2002

Ouvrage en français

Chesnais (François), Divès (Jean-Philippe), *Que se vayan todos! Le peuple argentin se soulève*, Paris, Nautilus, 2002.

Le débat de fond est bien plus orienté sur ce que signifie la forme autogestionnaire que sur le mode d'autogestion que l'on prétend réaliser. Dans tous les cas, la forme dépend du niveau de conceptualisation du mode coopératif mais pas de l'autogestion en elle-même. Le mode coopératif est incontestablement un outil de transformation sociale:

"La bataille est contre les moyens de production appropriés en forme privée et non entre les différentes formes d'autogestion. C'est l'opposition entre emploi salarié et le travail associé. Le thème de la propriété privée des moyens de production est central. Le mode d'autogestion est interprété comme une activité privée ou comme une activité alternative distincte de la dichotomie entre le privé et le public. Ce serait une alternative qui pourrait rompre avec une relation d'exploitation de la force de travail, et en définitive du travailleur et avec l'aliénation".

Pour Javier Echaide, le fait que la classe ouvrière puisse disposer des moyens, qui sont privés, pour produire est un objectif menaçant pour l'Etat, pour le statu quo. Les nouvelles pratiques des entreprises récupérées apportent des réponses à la gravité sociale de l'Argentine. La singularité de ce type de réponse constitue un mode de production conscient de la part de ceux qui produisent, qui contrôlent et connaissent exactement les montants et la destination de la production. Le capital est entre les mains de ceux qui produisent. Avec le système d'organisation des entreprises récupérées, il n'est pas nécessaire d'avoir une classe dirigeante dans le processus productif, le travailleur est son propre dirigeant et détient les rênes de son entreprise.

La forme coopérative n'est pas l'unique forme juridique que prennent les entreprises récupérées: coopératives de production, sociétés anonymes (Zanillo) et sociétés de fait (Brukman et Zanón). Cependant, la forme coopérative garantit la légalité de l'entreprise récupérée et permet de se défendre contre les patrons. Dans les différents cas, il y a une rupture avec l'organisation verticale précédente et le développement de nouvelles pratiques autogestionnaires. La mise en place d'une organisation horizontale permet la prise de décision collective, l'égalité des

revenus, le développement de la solidarité et l'instauration de nouvelles relations sociales. Le transfert de la propriété privée des moyens de production à la propriété collective contribue à une construction alternative au processus de production capitaliste.

Les entreprises récupérées en Argentine ne sont pas le germe de la révolution mais elles constituent une réponse à une réalité contradictoire: la nécessité croissante du capital d'augmenter la plus-value pendant que dans le même temps s'accroît la masse d'exclus, de chômeurs et de marginaux. Le principal paradoxe est que le travailleur est considéré comme un coût dans le cycle productif de plus-value et pas un générateur de celle-ci, il est toujours menacé par l'ajustement lié à la nécessité d'accroître les bénéfices. Et pendant que l'ajustement affecte le travailleur (licenciements, baisses salariales, conditions de travail, système de retraite et autres acquis sociaux) à un moment où à un

prises en Argentine constitue une première étape de rupture avec le système capitaliste dans sa version libérale et de construction de pratiques autogestionnaires. La question de la propriété collective est au cœur de ce processus. L'avenir dira si ce phénomène s'amplifie et s'il est un véritable facteur de transformation sociale. Sans aucun doute, l'articulation avec les autres mouvements auto-organisés et les couches populaires est indispensable.

Richard NEUVILLE

Coordinateur de la commission internationale des Alternatifs et membre des Ateliers pour l'autogestion

1. *Diario Clarin, suplemento Zona*, Buenos Aires, 22 septembre 2002, repris in Rezzónico, (Alberto), *Empresas recuperadas, Aspectos doctrinarios, económicos y legales*, Cuaderno de trabajo N° 16, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, Mai 2003.
2. Entretien réalisé le 18 octobre 2003.
3. Entretien réalisé le 20 octobre 2003.
4. Entretien réalisé le 20 octobre 2003.
5. Lucita (Eduardo), *ocupar, producir, resistir in la revista Cuadernos del Sur*, N° 34, ocupación de empresas y gestión obrera directa, Tierra del Fuego Buenos Aires, Novembre 2002, p.39.
6. Aguirre (Facundo) et Werner (Ruth), *ocupación, control obrero y cooperativas in la revista Rebelión* Buenos Aires, Mai 2002.
7. Echaide (Javier), *Debate sobre Empresas Recuperadas, Un aporte desde lo legal; lo jurídico y lo político*, Cuaderno de trabajo N° 25, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, Agosto de 2003, p.65.
8. op. cit. p. 69.



autre, la production de plus-value s'en ressent et provoque une contradiction qui se conclut par une crise.

Dans ce contexte de crise capitaliste, les travailleurs argentins tentent de résoudre leurs propres besoins: conserver leur travail, se nourrir, couvrir les besoins de leurs familles, défendre le droit à une vie digne. Cependant, ils se trouvent confrontés au système qui les exclut et rivalise avec lui. Cela donne une singularité particulière à la situation, étant donné qu'ils commencent à concevoir, à partir de la base de la société, une réponse croissante aux contradictions et aux conséquences que le capitalisme provoque. Les coopératives développent un caractère alternatif de production et d'organisation, en recréant des relations sociales et en constituant un outil efficace, bien que perfectible, de transformation populaire.

La montée en puissance du mouvement de "récupérations" des entre-

AGENDA

Judi 3 juin
Café alternatif
20h Le Domremy

72 rue Jeanne d'Arc Paris 13e
Pour une citoyenneté européenne
avec Paul Oriol
(commission immigrés des Alternatifs, animateur de la campagne pour une citoyenneté européenne de résidence)

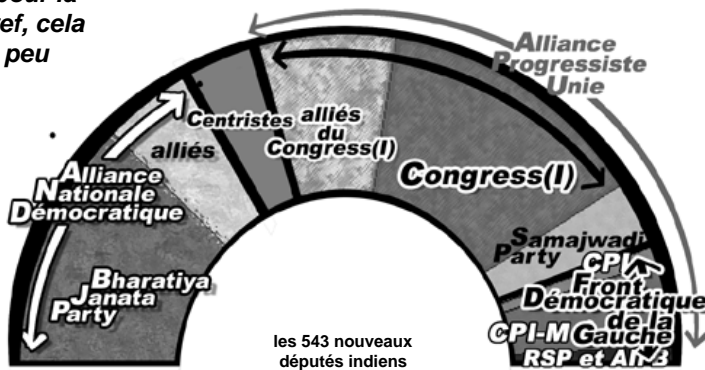
Vendredi 4 juin
Café alternatif
20h30 Bistro 48
84 rue Daguerre Paris 14e
EPR NON MERCI !
Pour des énergies renouvelables
avec des intervenants du Réseau Sortir du Nucléaire et des Alternatifs

Victoire des démocrates indiens

Contrairement à ce qu'an - nonçaient tous les sondages réalisés depuis le début de l'année, ce n'est pas le gouvernement sortant qui a gagné les élections législatives anticipées de la "plus grande démocratie au monde" mais l'opposition. Il ne s'agit pas de ce que certains médias français ont un peu rapidement décrit comme la victoire du centre gauche face à la droite nationale - liste mais à la fois d'une victoire surprise d'un centre libéral sur une coalition fascisante et d'une avancée historique pour la gauche indienne. Bref, cela mérite une visite un peu plus détaillée.

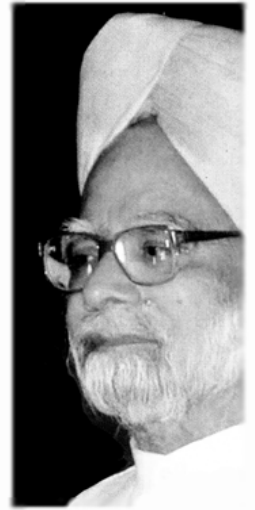
Les meilleures grandes idées politiques voyagent. Ainsi la dissolution par Chirac de sa majorité, en 1997, vient d'être adaptée pour l'Inde par le Premier ministre sortant - et sorti - Atal Bihari Vajpayee. À la tête d'un gouvernement de coalition d'une droite très musclée, Vajpayee incarnait l'aile "modérée" (ou plutôt la moins dure) du BJP¹. Depuis six ans, il s'employait à donner à son parti un vernis démocratique utile pour rassurer les classes moyennes et les investisseurs étrangers, tout en menant une politique empreinte de religiosité et de nationalisme bourrin. Ainsi, dans une surenchère imbécile avec le Pakistan, autour du conflit Cachemiri, Vajpayee avait produit, à l'occasion des essais nucléaires indiens, une série de déclarations sur la "virilité retrouvée"

du peuple indien². Dans la foulée d'une loi destinée à combattre le terrorisme entamant fortement les droits civiques indiens, le gouvernement BJP avait développé une série de réformes destinées à "limiter les agissements contraires aux intérêts de l'Inde" (droit de presse, syndical, d'association ou liberté de conscience). En même temps que se développait l'autoritarisme du gouvernement, la révolution libérale indienne initiée par Rajiv Gandhi s'était accélérée ces derniers mois. Le boom économique s'accompagnant d'une paupérisation accrue des classes populaires, en particulier.



Népotisme indien

Al'indépendance, en 1947, c'est Jawaharlal Nehru, fils d'un leader historique du mouvement indépendantiste, qui devient le premier chef de l'État indien. Il dirige le pays jusqu'à sa mort, en 64. C'est alors sa fille, Indira Gandhi, qui devient Premier ministre. Elle restera elle aussi au pouvoir jusqu'à sa mort (en 1984) - avec quand même un bref passage dans l'opposition en 77-80. Son fils, Rajiv, gouverne, lui jusqu'en 89, mais reste à la tête de son parti jusqu'à son assassinat en 91. Sa veuve, Sonia, après avoir refusé catégoriquement de faire de la politique, accepte finalement en 98, pour se retrouver à la tête du Congrès. Rahul Gandhi, son fils, vient d'entrer en politique, et par le même coup est devenu député d'Amethi (Uttar Pradesh).



Manmohan Singh, nouveau Premier ministre Indien

*the sun's shining
(and the sky is blue)*

C'est au lendemain du Forum Social Mondial à Bombay que Vajpayee eut cette vraie fausse bonne idée de dissoudre l'assemblée, n'y voyant que des avantages :

- prendre de vitesse le principal parti d'opposition, le Congress(I), en crise depuis l'arrivée de sa nouvelle secrétaire nationale, Sonia Gandhi ;
- capitaliser les sondages d'opinion favorables pour obtenir une majorité renforcée (et particulièrement une majorité seule, sans dépendre d'un jeu d'alliance complexe).

Le BJP lança une campagne tonitruante autour d'un slogan censé résumer le bilan du gouvernement "India's Shinning"³. Cam-

pagne triomphante, avec de très solides soutiens médiatiques alors qu'en face, Sonia Gandhi semblait porter bien seule la campagne du Congress(I). Le "Grand Vieux Parti" en crise d'orientation semblait peu enclin à soutenir Sonia Gandhi malgré sa "légitimité familiale" (voir encadré).

Le ton triomphaliste du BJP, son bilan social, mais aussi un mépris affiché de ses alliés semblent avoir eu raison de ce parti⁴, et en premier lieu de Vajpayee remplacé à la tête de la nouvelle opposition par des représentants de l'aile dure au lendemain du vote sanction.

La nouvelle assemblée nationale, le Lok Sabat, effectue un important virage sinon vers la gauche, au moins vers la démocratie. Alors que dans l'assemblée sortante, l'Alliance Nationale démocratique (le BJP et ses alliés) avaient 300 des 543 sièges, contre 130 au Congress(I) (et 110 répartis entre une trentaine de partis), le BJP et ses alliés n'ont plus dans la nouvelle assemblée que 186 sièges. Le Congress(I) est dans une situation plus complexe : il est à la fois à la tête d'une large coalition anti-BJP, l'Alliance progressiste Unie (357 députés) lui assurant une base politique, il n'a pour autant ni de majorité seule (145 députés) ni même avec ses alliés électoraux (75 députés centristes). Même avec les autres députés centristes ou issus de structures régionales, il n'atteint pas la majorité. Le Congress(I) va devoir composer avec les députés de gauche.

Le Congress(I) en Ouranos de la gauche

C'est sans doute l'autre fait marquant du scrutin : l'émergence de la gauche à l'assemblée. Depuis des décennies le Congress(I), tout en dérivant vers la droite (du socialisme tiers-mondiste de Nehru au libéralisme débridé de son petit-fils), il a aussi su, tel Ouranos dévorant ses enfants avant qu'ils ne le menacent, neutraliser toutes les tentatives de constitution de mouvements à sa gauche (intégration des cadres, alliances locales, corruption, voire mise sous tutelle autoritaire). Pour la première fois depuis 71, le Congress(I) se retrouve avec une gauche constituée à l'assemblée.

Sur les 100 députés de gauche, outre les deux députés du Janata Dal, queue de comète d'une sorte de radicalisme indien, on trouve les 35 députés du parti socialiste (Samajwadi party). Ce parti, basé sur les basses castes, traditionnellement allié localement au Janata Dal ou au Congress(I), semble aujourd'hui s'intéresser à l'autre composante à la gauche de l'assemblée, le Front démocratique de la gauche. Les 63 députés regroupés autour du Parti Communiste Indien (10 députés), du

Parti Communiste Indien-marxiste (43), du parti socialiste révolutionnaire et du bloc unitaire (10 députés issus de coalitions radicales régionales) composent une force anti-libérale qui n'a jamais réellement existé à l'assemblée. Les marchés financiers ne se sont pas trompés en s'effondrant dès l'annonce des résultats. Il aura fallu que Sonia Gandhi s'engage dans son premier discours à garantir la "stabilité nécessaire à l'économie indienne".

D'après les Indiens, un bon cowboy est un cow-boy mort.

La crise autour de la nomination de Sonia Gandhi comme chef du gouvernement est symptomatique de l'épouvantable climat politique que laissent six ans de gouvernance BJP. Le BJP a attaqué frontalement la secrétaire nationale du Congress(I), exigeant que la constitution soit modifiée pour inter-

novation. Pour le reste, on continue dans l'orthodoxie libérale : Singh est, comme on dit, "apprécié des milieux d'affaires". Et pour cause ! Théoricien du virage libéral du Congress des années 1990, il est alors ministre des finances du gouvernement très libéral de Rao (ouverture du pays aux entreprises étrangères, dévaluation de la Roupie, déplaçonnement de l'investissement étranger dans les entreprises indiennes, privatisations...)

Le Congress semble faire le pari des majorités à géométrie variable. Avec les centristes et le BJP pour les questions économiques, avec la gauche pour les questions démocratiques, sociales et laïques.

Le Programme Minimum Commun (CMP) élaboré par le Congress(I), s'il n'a pas obtenu l'effet escompté (pousser le PCI-M à intégrer le gouvernement comme lors de la catastrophique coalition "Front Uni" de 96-98), semble cependant faire office d'engagement à la solidarité parlementaire entre la gauche et le Congress(I). Mais comme le souligne Jairam Ramesh⁶, "il sera très difficile de trouver des accords sur la sécurité alimentaire, les privatisations, le système de distribution publique et la réforme agraire".

Mais quel Programme Minimum Commun possible entre un gouvernement qui annonce satisfaire les marchés et renforcer les liens avec les USA et une gauche qui prétend défendre les services publics et réengager une politique de "non-alignement"?

COLLOGHAN



Militants du Congress(I) à l'annonce des résultats définitifs

dire à une "non-native" de devenir Premier ministre, la traitant de "grosse vache italienne"⁷ et organisant des processions pour enterrer l'indépendance de l'Inde "après un demi-siècle d'indépendance, les Européens reviennent diriger notre pays"⁸. Parmi les alliés centristes du Congress(I), certains députés semblèrent plier au vent xénophobe. C'est le fait que le débat puisse se développer au sien même du groupe d'élus du Congress(I) qui dissuada SGandhi.

Le libéral centrisme fera-t-il table rase du libéral-fascisme?

Le choix du nouveau Premier ministre ne laisse guère de doutes sur l'orientation choisie par le Congress(I). Manmohan Singh est le premier Sikh à arriver à la tête du pays. Voilà pour l'in-

1. Bharatiya Janata Party, le parti du peuple indien
2. Lire à ce propos "La fin de l'imagination" d'Arundhati Roy, in *L'écrivain militant*, Folio document 2003
3. "L'Inde brille"
4. Défaite voire débâcles dans certaines régions : Au Gujarat, fief du BJP, alors que les 26 députés sortants étaient membres de l'AND, la moitié seulement arrivent à conserver leur mandat. Au Kérala, où le BJP espérait faire une percée, 18 des 20 sièges sont gagnés par le Front Démocratique de la Gauche, 1 siège revient au Congress(I), 1 à un apparenté BJP. Au Tamil Nadu, alors que la coalition soutenue par le BJP espérait gagner tous les sièges, c'est l'alliance de gauche qui les remporte intégralement.
5. Dixit le député LK Advani (leader du NDA)
6. De l'All India Congress Committee interviewé par *Frontline* du 4 juin

ILE-DE-FRANCE: Pas d'accord avec le PCF pour les Européennes

Après l'échec des négociations au niveau national en vue d'une convergence pour une autre Europe et contre le projet de constitution, le PCF a proposé de reprendre le processus en Ile-de-France, dans la continuité de la démarche esquissée aux régionales.

La proposition s'adressait au Mars (dissidents de gauche du MRC), au collectif Alternative Citoyenne et aux Alternatifs. Le Mars avait manifesté son intention de poursuivre la démarche esquissée au niveau national, le collectif Alternative Citoyenne, dans un premier temps très partagé, a en définitive choisi de confirmer son enga-

gement en Ile-de-France aux côtés du PCF.

Les Alternatifs ont pour leur part, après débat et consultation des adhérent-e-s, décidé à une large majorité de ne pas participer à la liste conduite par Francis Wurtz.

Si la volonté d'ouverture des communistes d'Ile-de-France, à contre-courant de la tendance enregistrée dans les autres régions, a été jugée intéressante, la volonté de ne pas dissocier la région parisienne de la démarche globale menée par les Alternatifs, et de ne pas s'engager dans une campagne davantage marquée, faute d'accord

national, par une volonté d'ouverture du PCF à des partenaires issus des mouvements sociaux que par une dynamique identifiable de convergence politique, a conduit au refus.

Alors que l'extrême dispersion des listes à gauche du PS et un probable regain de l'abstentionnisme vont peser sur le résultat des européennes, de nouvelles batailles, dans les cadres unitaires les plus larges, contre le projet de constitution se profilent à très court terme: les Alternatifs en seront partie prenante. n

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE



Les alternatifs, 40 rue de malte 75011 Paris
tél 0143 57 64 50 <http://www.alternatifs.org> **autogestionnaire.**
contacts@alternatifs.org

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution. Pas un "grand soir", mais **une révolution longue** s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et **un projet autogestionnaire** qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Ecologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement durable et solidaire est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux

énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps. **L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.**

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir. Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste.



Rouge&vert, le journal des Alternatifs

40, rue de Malte 75011 Paris
Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50 site : www.alternatifs.org
Commission paritaire n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961
Directeur de publication : J.J. Boisl-

roussie, Coordination et maquette : M. Colloghan
Ont collaboré à ce numéro : E.Bégoc, R.Bernheim, J.J. Boisl-roussie, M.Colloghan, M.Fiant, T.Folliard, Gwel@n, J.L.Lebourhis et R.Neuville

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs). SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : Roland Mérieux
imprimé par ExpressionsII : 01 43 70 80 96